Profil économique et financier du Québec

Printemps 2002

Finances Québec

102-06559/

Remerciements pour les photos apparaissant dans ce document :

· Alcan : page 4;
· Axor : Parc d'éoliennes Le Nordais, Gaspésie, couverture arrière;
· Bell Helicopter Textron Canada : couverture arrière;
· Bombardier Aéronautique : page 5 et couverture arrière;
· Bombardier Produits récréatifs : couverture arrière;
· Cirque Éos (photo Louise Leblanc) : page 20;
· Enviro Foto : photo de la Ville de Québec, page 1;
· Euroweek : page 19;
· Hôtel de glace Québec-Canada Inc. (photo Louis Ducharme) : page 20;
· Hydro-Québec : page couverture et page 4;
· Montréal International : page 1;
· Société internationale de télécommunications aéronautiques (SITA) : couverture arrière;
· Ville de Montréal (Studio multimédia/Johanne Palasse) : couverture arrière;
· Zone de commerce international de Montréal : page 11.

Le PROFIL ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC
est produit par le
Service des relations avec les agents financiers
Ministère des Finances
12, rue St-Louis, bureau 2.31
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : (418) 646-4285
Télécopieur : (418) 643-4700
Courriel : sraf@finances.gouv.qc.ca

Ce document est disponible sur Internet
à l'adresse www.finances.gouv.qc.ca
Abonnement disponible

ISBN 2-550-39006-7
ISSN 1185-6637
Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec, 2002
Date de publication : mars 2002

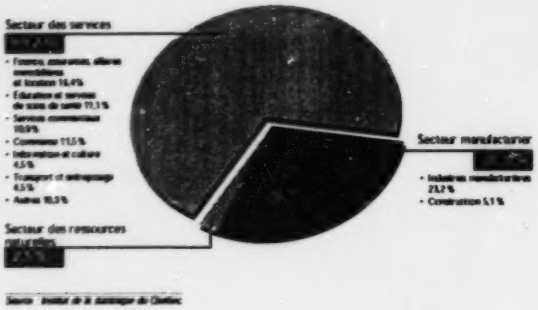
- Premier en superficie au Canada, le Québec est au second rang sur la base de sa population de 7,4 millions d'habitants.
- Avec un produit intérieur brut de plus de 225 milliards de dollars canadiens (145 milliards de dollars américains ou 162 milliards d'euros), le Québec se situe parmi les 20 premiers pays industrialisés de l'OCDE.
- La taille de l'économie du Québec se compare à celle de la Suisse et de la Suède.
- Le PIB per capita du Québec se compare à celui de l'Allemagne et du Japon, et surpasse celui de la France, du Royaume-Uni et de la Suède.
- Le PIB per capita du Québec est supérieur de près de 5 % à la moyenne de celui des pays de l'OCDE.
- L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) donne au Québec un accès privilégié à un marché de plus de 400 millions de consommateurs.
- Dans un rayon de 1 000 kilomètres, le Québec a un accès direct à une concentration de 130 millions de consommateurs.

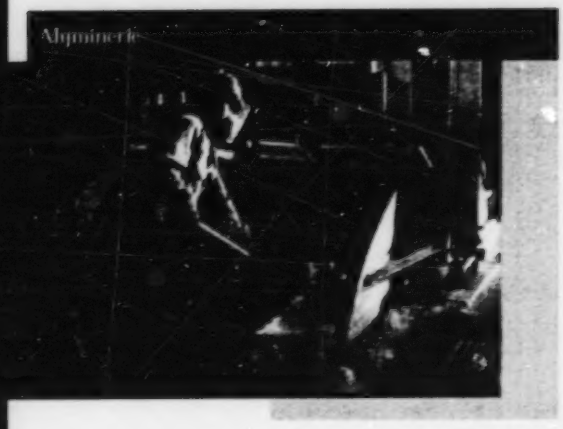
Une économie diversifiée

Une économie post-industrielle diversifiée

- Le secteur des services domine l'économie avec près de 70 % du PIB.
- Malgré la faible part occupée par le secteur primaire dans l'économie, les ressources naturelles du Québec occupent une place importante à l'échelle mondiale.

Répartition du PIB réel par grand secteur - 2000



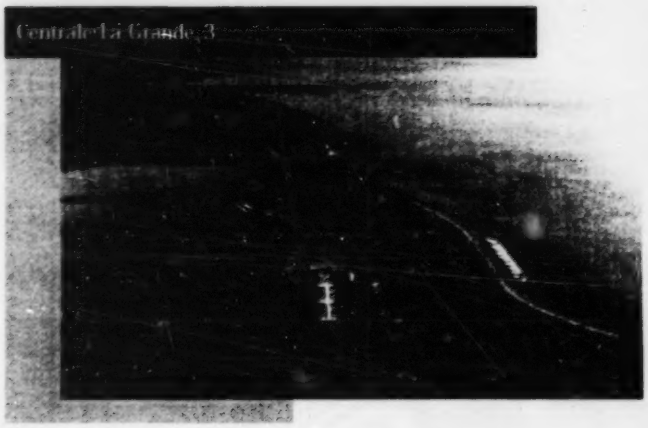

Aluminerie

Des ressources naturelles abondantes

- Mines :
  - le Québec est parmi les dix principaux producteurs miniers au monde.
- Aluminium :
  - le Québec est le quatrième producteur mondial.
- Magnésium :
  - le Québec se classe au deuxième rang mondial pour la production.
- Papier journal :
  - 60 % du papier journal consommé dans le nord-est des États-Unis provient du Québec.

Hydroélectricité et Hydro-Québec

- Des nappes d'eau douce recouvrent 10 % du territoire du Québec, ce qui constitue un des plus importants réservoirs au monde.
- Les barrages hydroélectriques d'Hydro-Québec, une société d'État détenue à 100 % par le gouvernement du Québec :
  - produisent de l'électricité de façon propre et renouvelable;
  - à un coût de production parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- Avec plus de 31 100 mégawatts de puissance, Hydro-Québec dessert 3,5 millions d'abonnés au Québec et vend de l'électricité aux États-Unis, en Ontario et au Nouveau-Brunswick.
  - Hydro-Québec est le plus grand exportateur d'électricité vers les États-Unis.
- Le potentiel d'hydroélectricité du Québec non encore exploité demeure considérable.


Centrale La Grande-3

Orientée vers la haute technologie

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

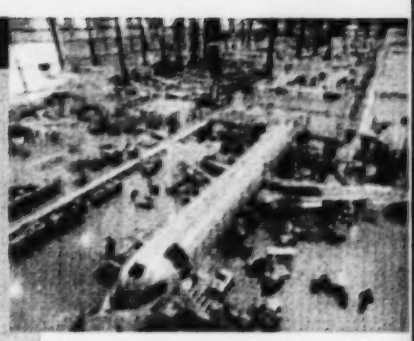
- Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie :
  - Montréal est la deuxième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et devant Toulouse.
- Plus de 260 compagnies; 40 000 emplois.
- Plus de 9 milliards de dollars de ventes en 2000 :
  - en cinq ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 50 % et l'emploi de 21 %.
- Plus de 80 % de la production est exportée.
- Des activités de recherche et développement (R-D) de plus de 600 millions de dollars annuellement.

Aérospatiale

- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE Électronique
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- Systèmes BAE Canada
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin



Industrie biopharmaceutique

- Shire BioChem
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Aventis
- Bristol-Myers Squibb
- Pfizer
- Roche Diagnostics
- Laboratoires Abbott
- Novartis Pharma

L'industrie biopharmaceutique

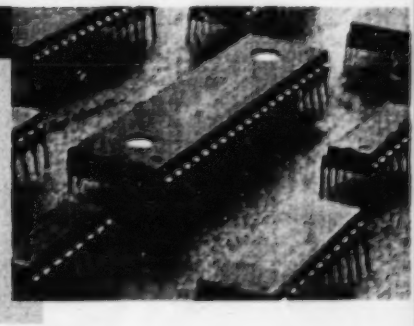
- 42 % des emplois et des investissements du secteur biopharmaceutique canadien se retrouvent au Québec.
- Plus de 150 entreprises, dont 6 centres de recherche; 15 000 emplois.
- Montréal représente le huitième plus grand pôle en biopharmaceutique en Amérique du Nord et le Québec compte trois centres de recherche clinique de réputation mondiale.

Les technologies de l'information

- Plus de 100 000 emplois dans plus de 4 000 entreprises.
- Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars par année.
- Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- Exportations de plus de 9 milliards de dollars en 1999.

Technologies de l'information

- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- Microcell
- SR Telecom
- DMR
- Cognicase
- Téléglobe Canada



Orientée vers la haute technologie

Des entreprises à l'avant-garde de l'économie mondiale

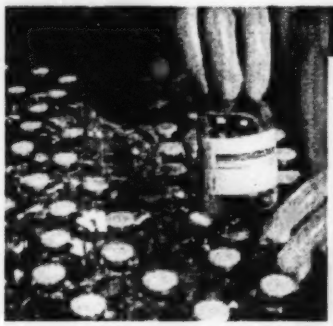
- Plusieurs leaders mondiaux des secteurs de la haute technologie ont choisi le Québec.

L'aérospatiale

- Le Québec se classe au sixième rang mondial devant l'Italie :
  - Montréal est la deuxième métropole au monde en aérospatiale, après Seattle et devant Toulouse.
- Plus de 260 compagnies; 40 000 emplois.
- Plus de 9 milliards de dollars de ventes en 2000 :
  - en cinq ans, les ventes du secteur ont augmenté de plus de 50 % et l'emploi de 21 %.
- Plus de 80 % de la production est exportée.
- Des activités de recherche et développement (R-D) de plus de 600 millions de dollars annuellement.

Aérospatiale

- Bombardier Aéronautique
- Pratt & Whitney Canada
- CAE Électronique
- Air Canada
- Bell Helicopter Textron
- Rolls-Royce Canada
- EMS Technologies Canada
- Systèmes BAE Canada
- Honeywell Aérospatiale
- Lockheed Martin



Industrie biopharmaceutique

- Shire BioChem
- Merck Frosst
- AstraZeneca
- Wyeth-Ayerst
- Aventis
- Bristol-Myers Squibb
- Pfizer
- Roche Diagnostics
- Laboratoires Abbott
- Novartis Pharma

L'industrie biopharmaceutique

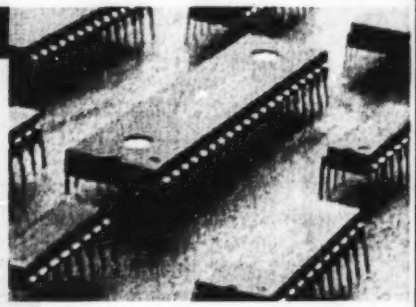
- 42 % des emplois et des investissements du secteur biopharmaceutique canadien se retrouvent au Québec.
- Plus de 150 entreprises, dont 6 centres de recherche; 15 000 emplois.
- Montréal représente le huitième plus grand pôle en biopharmaceutique en Amérique du Nord et le Québec compte trois centres de recherche clinique de réputation mondiale.

Les technologies de l'information

- Plus de 100 000 emplois dans plus de 4 000 entreprises.
- Des investissements en R-D de l'ordre de 800 millions de dollars par année.
- Des percées remarquables par des logiciels conçus au Québec, par exemple, pour les effets spéciaux dans les productions cinématographiques.
- Exportations de plus de 9 milliards de dollars en 1999.

Technologies de l'information

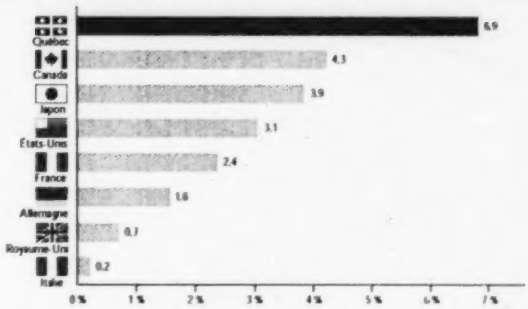
- CGI
- IBM
- Bell Canada
- Ericsson
- Microcell
- SR Telecom
- DMR
- Cognicase
- Téléglobe Canada



Une économie de savoir élevé

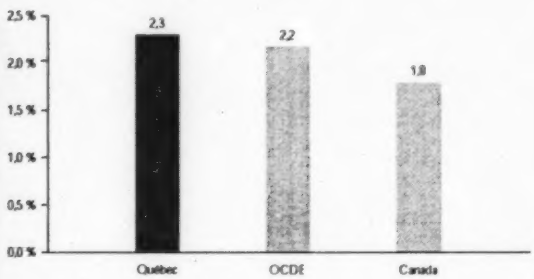
- Le Québec devance tous les pays du G-7 quant à la croissance des dépenses en R-D des entreprises.
- La part des dépenses en R-D dans le PIB atteint 2,3 % au Québec comparativement à 1,8 % au Canada.
- La part des industries de savoir élevé dans le PIB du secteur privé est passée de 18 % en 1983 à 24 % en 2000.
- Le nombre d'entreprises qui réalisent des activités de R-D a plus que doublé depuis 1990.

Dépenses réelles en R-D des entreprises
(taux de croissance annuel moyen 1986-1999)



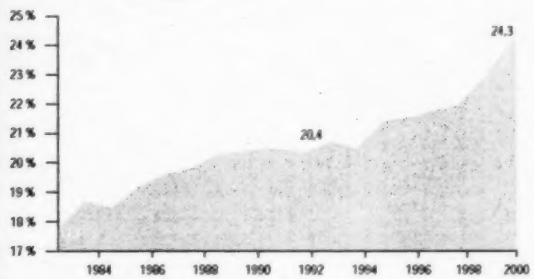
Sources : OCDE et Statistique Canada pour le Québec et le Canada

Dépenses en R-D - 1999
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et Statistique Canada

Importance accrue des industries de savoir élevé
(en pourcentage du PIB réel du secteur privé)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

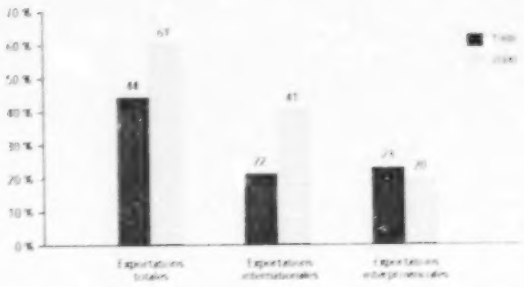
Montréal : carrefour de la nouvelle économie

- Reconnue comme plaque tournante des nouvelles technologies, Montréal occupe une place de choix à l'avant-garde du développement technologique.
  - Une étude de PricewaterhouseCoopers (octobre 2000) classe Montréal au quatrième rang en Amérique du Nord pour le nombre d'emplois per capita dans les secteurs de la haute technologie.
  - La revue américaine Wired (juillet 2000) classe Montréal au cinquième rang mondial des plaques tournantes des nouvelles technologies, à égalité avec New York et Seattle, et devant Los Angeles, Paris et Tokyo.
- Montréal offre :
  - une forte concentration de chercheurs dans les domaines des biotechnologies, de la pharmacologie, des technologies de l'information et du multimédia;
  - une masse critique d'entreprises dans les secteurs de la haute technologie;
  - des ressources scientifiques de premier plan avec quatre universités et plus de 300 centres de recherche;
  - un financement plus accessible aux entreprises grâce à la présence de Nasdaq Canada.

Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
  - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient 44 % du PIB;
  - aujourd'hui, elles comptent pour 61 % du PIB.
- Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont triplé :
  - environ 85 % sont destinées aux États-Unis.

Exportations du Québec
(en pourcentage du PIB)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Classement des partenaires économiques des États-Unis - 2001

1	Canada	1	Canada
2	Mexique	2	Mexique
3	Japon	3	Japon
4	Chine	4	Royaume-Uni
5	Allemagne	5	Québec
6	Royaume-Uni	6	Allemagne
7	Québec	7	Corée du Sud
8	Corée du Sud	8	France

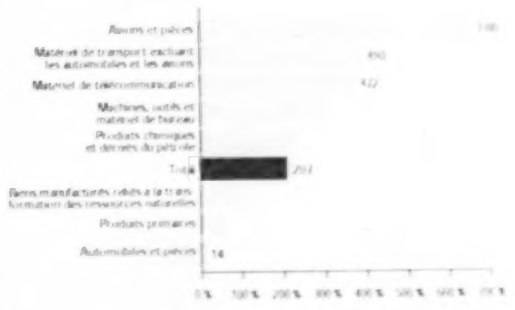
Sources : US Census Bureau, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

- Le Québec est un partenaire privilégié des États-Unis:
  - il est le septième exportateur sur le marché américain :
    - devant la Corée du Sud, Taïwan et la France.
  - il est le cinquième marché d'exportation des États-Unis :
    - devant l'Allemagne, la Corée du Sud et la France.

Des exportations à haute valeur ajoutée

- Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- La part des biens d'investissement dans les exportations a plus que doublé, passant de 15 % en 1978 à 39 % en 2001.
- La croissance des exportations internationales de marchandises entre 1988 et 2001 provient principalement des biens d'investissement :
  - avions et pièces : 680 %;
  - matériel de transport : 390 %;
  - matériel de télécommunication : 372 %.

Croissance cumulative des exportations de marchandises – 1988-2001
(en pourcentage)

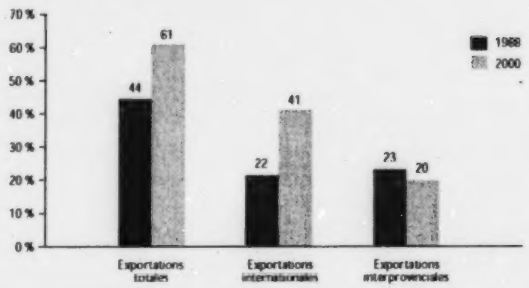


Source : Institut de la statistique du Québec

Une économie ouverte et très intégrée au marché nord-américain

- Avec l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), le Québec a accès à un vaste marché :
  - en 1988, avant l'entrée en vigueur de l'ALENA, les exportations du Québec représentaient 44 % du PIB;
  - aujourd'hui, elles comptent pour 61 % du PIB.
- Depuis 1988, les exportations internationales de marchandises ont triplé :
  - environ 85 % sont destinées aux États-Unis.

Exportations du Québec
(en pourcentage du PIB)



Source : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

Classement des partenaires économiques des États-Unis – 2001

Exportations		Importations	
1	Canada	1	Canada
2	Mexique	2	Mexique
3	Japon	3	Japon
4	Chine	4	Royaume-Uni
5	Allemagne	5	Québec
6	Royaume-Uni	6	Allemagne
7	Québec	7	Corée du Sud
8	Corée du Sud	8	France

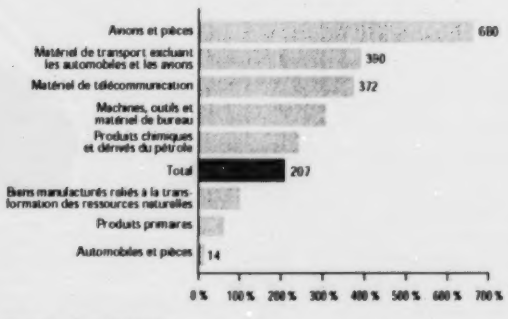
Source : US Census Bureau, Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec

- Le Québec est un partenaire privilégié des États-Unis:
  - il est le septième exportateur sur le marché américain :
    - devant la Corée du Sud, Taïwan et la France.
  - il est le cinquième marché d'exportation des États-Unis :
    - devant l'Allemagne, la Corée du Sud et la France.

Des exportations à haute valeur ajoutée

- Les exportations internationales du Québec reflètent sa structure industrielle diversifiée où les produits à haute valeur ajoutée occupent une place de plus en plus grande.
- La part des biens d'investissement dans les exportations a plus que doublé, passant de 15 % en 1978 à 39 % en 2001.
- La croissance des exportations internationales de marchandises entre 1988 et 2001 provient principalement des biens d'investissement :
  - avions et pièces : 680 %;
  - matériel de transport : 390 %;
  - matériel de télécommunication : 372 %.

Croissance cumulative des exportations de marchandises – 1988-2001
(en pourcentage)



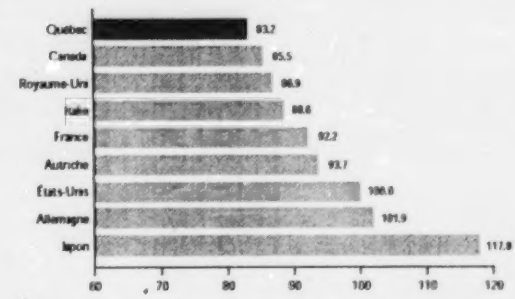
Source : Institut de la statistique du Québec

Une économie compétitive

Coûts d'implantation et d'exploitation parmi les plus faibles au monde

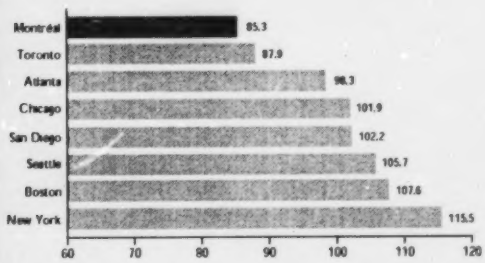
- Une récente étude de KPMG (2002) confirme de nouveau que le Québec présente les coûts d'implantation et d'exploitation pour une entreprise parmi les plus faibles des principaux pays industrialisés.
- Ceci s'explique en partie par les coûts unitaires de main-d'oeuvre en dollars américains qui sont inférieurs de 32 % au Québec par rapport aux États-Unis.

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises
(États-Unis = 100)[1]



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans le pays concerné sont faibles.
Sources : KPMG (2002) et pour le Québec : le ministère des Finances du Québec selon la méthodologie et les données de KPMG.

Indice des coûts d'implantation et d'exploitation des entreprises dans les grandes villes d'Amérique du Nord
(États-Unis = 100)[1]



(1) Plus l'indice est faible, plus les coûts d'implantation et d'exploitation d'une entreprise dans la ville concernée sont faibles.
Source : KPMG (2002)

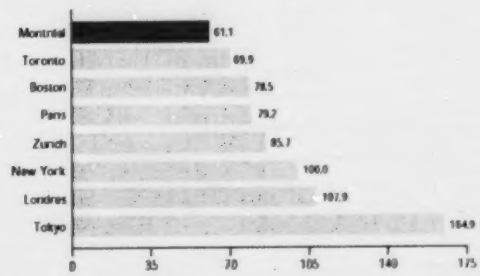
Positionnement concurrentiel en Amérique du Nord

- C'est à Montréal que les coûts d'implantation et d'exploitation sont les plus bas parmi les principales villes nord-américaines.
- Ces coûts sont inférieurs de près de 26 % à Montréal par rapport à New York.
- Dans la catégorie des villes de 500 000 à 1 500 000 habitants, la ville de Québec se classe au second rang avec des coûts inférieurs de 16,5 % à ceux observés aux États-Unis.

Coût et qualité de la vie

- Selon une étude de Mercer (juin 2000) portant sur 146 centres d'affaires à l'échelle mondiale, Montréal se classe parmi les villes où le coût de la vie est le moins élevé.
- Dans les études annuelles de Mercer évaluant la qualité de vie dans 200 villes, Montréal se classe toujours dans les premiers rangs.

Indice du coût de la vie de certaines villes
(New York = 100)[1]

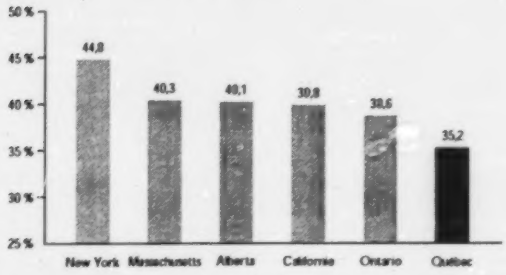


(1) Plus l'indice est élevé, plus le coût de la vie est élevé.
Source : Mercer (juin 2000)

Un régime fiscal favorable à la croissance économique

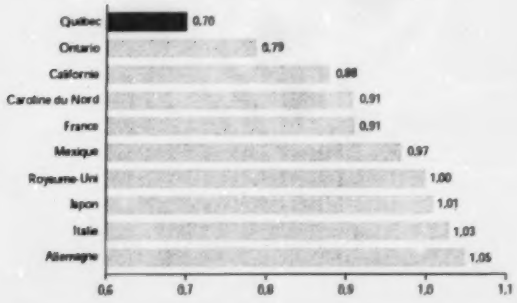
- Les entreprises du Québec bénéficient d'un régime fiscal compétitif comparativement à l'Ontario et aux États américains environnants.
- Les taux d'imposition des profits des entreprises au Québec sont parmi les plus bas en Amérique du Nord.
- La quasi-totalité des entreprises peuvent bénéficier du remboursement de la taxe de vente du Québec sur tous leurs achats.
- Des mesures fiscales sont en place pour favoriser le développement de la nouvelle économie et l'investissement, notamment un congé fiscal de 10 ans pour les projets majeurs d'investissement.

Taux d'imposition combinés[1] sur le revenu des sociétés – au 1er janvier 2002



(1) Taux d'imposition maximums applicables sur le revenu actif des sociétés par l'ensemble des divers paliers de gouvernement.
Source : KPMG (2002)

Indice de compétitivité du traitement fiscal d'une dépense en R-D – 1998[1]



(1) Revenu nécessaire pour couvrir une dépense de 1 $ en R-D pour une grande entreprise.
Source : Conference Board du Canada (1999)

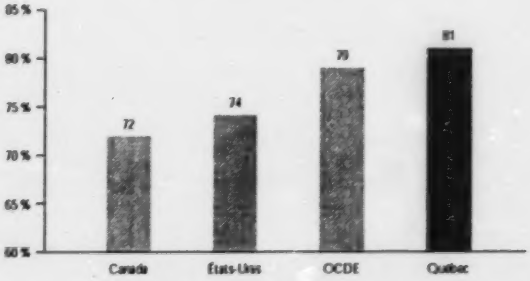
Un traitement fiscal qui favorise l'innovation

- Le régime fiscal du Québec se révèle clairement favorable aux entreprises rentables qui investissent dans l'accroissement de leur capacité productive et l'amélioration de leur technologie.
  - D'après une étude du Conference Board du Canada (1999), le Québec offre le traitement fiscal le plus avantageux quant aux dépenses en R-D pour une grande entreprise.

Main-d'oeuvre concurrentielle et qualifiée

- La main-d'oeuvre québécoise est hautement qualifiée.
  - Plus de 80 % de la main-d'oeuvre possède un diplôme d'études secondaires et près de 20 % un diplôme universitaire.
  - On décerne plus de diplômes universitaires par habitant au Québec qu'aux États-Unis, en France ou au Japon.
  - La moitié de la population de la région de Montréal est bilingue. Près de 13 % parle un troisième langue.
- Dans une enquête internationale de l'OCDE publiée en décembre 2001 (enquête PISA), les étudiants du Québec se sont classés au deuxième rang mondial en mathématiques et au quatrième rang pour les sciences ainsi que la lecture.

Taux d'obtention d'un diplôme de fin d'études secondaires - 1998

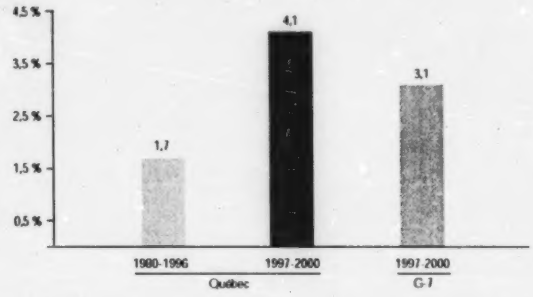


Source : Ministère de l'Éducation du Québec

Une économie vigoureuse

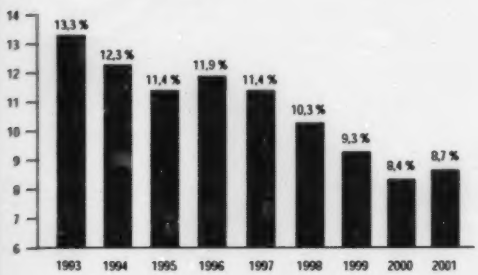
- Les politiques de soutien à l'économie et la diversification accrue de l'économie québécoise ont contribué à ce que le Québec connaisse une croissance vigoureuse au cours des dernières années :
  - alors que l'augmentation annuelle du PIB réel du Québec avait été de 1,7 % en moyenne, de 1980 à 1996;
  - la croissance économique a été de 4,1 %, de 1997 à 2000, un niveau supérieur à celui observé pour le G-7.
- L'économie du Québec a connu un ralentissement en 2001, la croissance ayant été de 1,1 %, mais elle devrait reprendre de la vigueur en 2002 et 2003 alors que la croissance prévue est respectivement de 1,7 % et 2,9 %.

Produit intérieur brut réel – Québec et G-7
(variation en pourcentage, dollars constants de 1997)



Sources : OCDE, Statistique Canada, DRI-WEFA, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Taux de chômage – Québec
(variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Une croissance créatrice d'emplois

- La performance remarquable de l'économie a permis une baisse marquée du taux de chômage, de 13,3 % en 1993 à 8,4 % en 2000, le niveau le plus bas observé depuis 1976.
- Le taux de chômage a légèrement augmenté en 2001 :
  - une hausse qui reflète notamment un accroissement de la population active;
  - la croissance de l'emploi est demeurée relativement vigoureuse, à 1,1 %.

Un environnement qui demeure propice à la croissance

- Base économique diversifiée
- Gestion rigoureuse des finances publiques
- Diminution du fardeau fiscal
- Mesures fiscales favorisant l'investissement
- Inflation faible
- Taux d'intérêt bas

Indicateurs économiques
(en pourcentage, sauf indication)

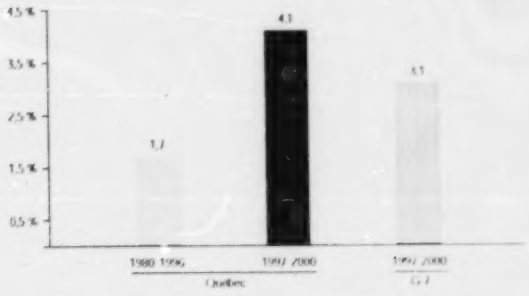
	1999	2000	2001
Québec			
Croissance du PIB réel	5,2	4,3	1,1
Consommation	4,7	4,8	3,7
Mises en chantier (en unités)	25 742	24 695	27 682
Exportations internationales de marchandises ($ 1997)	10,2	12,8	-6,9
Taux de chômage	9,3	8,4	8,7
Croissance de l'emploi	2,3	2,4	1,1
Indice des prix à la consommation	1,5	2,4	2,4
Canada			
Taux d'intérêt			
- Bons du trésor (3 mois)	4,7	5,5	3,8
- Obligations (10 ans)	5,6	5,9	5,5
Taux de change	67,30	67,33	64,93

Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Une économie vigoureuse

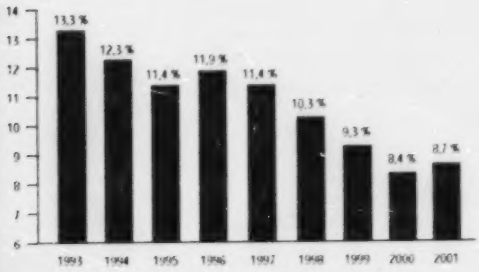
- Les politiques de soutien à l'économie et la diversification accrue de l'économie québécoise ont contribué à ce que le Québec connaisse une croissance vigoureuse au cours des dernières années :
  - alors que l'augmentation annuelle du PIB réel du Québec avait été de 1,7 % en moyenne, de 1980 à 1996;
  - la croissance économique a été de 4,1 %, de 1997 à 2000, un niveau supérieur à celui observé pour le G-7.
- L'économie du Québec a connu un ralentissement en 2001, la croissance ayant été de 1,1 %, mais elle devrait reprendre de la vigueur en 2002 et 2003 alors que la croissance prévue est respectivement de 1,7 % et 2,9 %.

Produit intérieur brut réel – Québec et G-7
(variation en pourcentage, dollars constants de 1997)



Sources : OCDE, Statistique Canada (ME 0011), Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Taux de chômage – Québec
(variation en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Une croissance créatrice d'emplois

- La performance remarquable de l'économie a permis une baisse marquée du taux de chômage, de 13,3 % en 1993 à 8,4 % en 2000, le niveau le plus bas observé depuis 1976.
- Le taux de chômage a légèrement augmenté en 2001 :
  - une hausse qui reflète notamment un accroissement de la population active;
  - la croissance de l'emploi est demeurée relativement vigoureuse, à 1,1 %.

Un environnement qui demeure propice à la croissance

- Base économique diversifiée
- Gestion rigoureuse des finances publiques
- Diminution du fardeau fiscal
- Mesures fiscales favorisant l'investissement
- Inflation faible
- Taux d'intérêt bas

Indicateurs économiques
(en pourcentage, sauf indication)

	1999	2000	2001
Québec			
Croissance du PIB réel	5,2	4,3	1,1
Consommation	4,7	4,8	3,7
Mises en chantier (en unités)	25 742	24 695	27 682
Exportations internationales de marchandises ($ 1997)	10,2	12,8	-6,9
Taux de chômage	9,3	8,4	8,7
Croissance de l'emploi	2,3	2,4	1,1
Indice des prix à la consommation	1,5	2,4	2,4
Canada			
Taux d'intérêt			
- Bons du trésor (3 mois)	4,7	5,5	3,8
- Obligations (10 ans)	5,6	5,9	5,5
Taux de change	67,30	67,33	64,93

Sources : Banque du Canada, Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec

Des outils concrets pour favoriser le développement

Investissement Québec

www.invest-quebec.com

Investissement Québec

- Cet organisme a pour mandat de soutenir l'investissement privé, à l'aide d'outils financiers et fiscaux performants.
- Crédits d'impôt remboursables de 40 %, notamment pour les employés admissibles de la Cité du Multimédia, des Centres de développement des technologies de l'information et des Carrefours de la nouvelle économie.
- Participation à 929 projets en 2000-2001, pour des investissements de 5,4 milliards de dollars et la création de 24 000 emplois.

Société générale de financement

- La Société générale de financement du Québec (SGF) vise à susciter 10 milliards de dollars d'investissements en 5 ans, en réalisant des projets de développement économique en collaboration avec des partenaires.
- La SGF a participé à 49 projets en 2000, pour des investissements de 2,5 milliards de dollars et la création de 10 200 emplois.

SGF

www.sgfqc.com

Centre Financier International Montréal

www.cfimontreal.com

Centre financier international

- Objectif : faciliter l'implantation et le développement à Montréal, d'entreprises spécialisées dans les transactions financières internationales.
- Avantages fiscaux aux entreprises : exemption complète de la taxe sur la masse salariale, de la taxe sur le capital ainsi que de l'impôt provincial sur le profit provenant de transactions internationales.
- Avantages fiscaux pour les employés : pour les non-résidents, cinq ans d'exemption d'impôt provincial; pour les autres, une réduction de l'impôt de 50 %.
- 97 institutions ont actuellement le statut de CFI à Montréal.

Zone de commerce international de Montréal à Mirabel

- Assistance technique et financière à l'implantation de projets en logistique internationale, en entretien et réparation d'aéronefs, en formation dans le domaine de l'aviation et en fabrication légère.
- La Zone Mirabel offre, entre autres, des crédits d'impôt pour la construction de bâtiments, la location ou l'achat d'équipements et les salaires des employés admissibles.
- Résultats : des projets totalisant 392 millions de dollars d'investissements depuis 1999 et 3 000 emplois.

MIRABEL

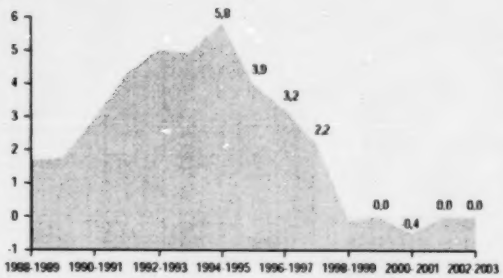
www.zonemirabel.com

Une gestion rigoureuse des finances publiques

Élimination du déficit budgétaire

- Le gouvernement a appliqué, depuis le milieu des années quatre-vingt dix, une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - le déficit budgétaire, qui se chiffrait à près de 6 milliards de dollars en 1994-1995 (3,4 % du PIB), a été éliminé en 1998-1999.
- Depuis, l'équilibre budgétaire a été maintenu. Des surplus ont même été enregistrés en 1998-1999 et 2000-2001.

Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec

Loi sur l'équilibre budgétaire

- Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 1996
- Le gouvernement doit maintenir le déficit zéro

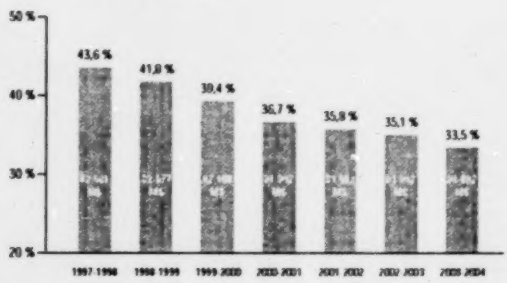
Loi sur l'équilibre budgétaire

- L'Assemblée nationale du Québec a adopté, à l'unanimité en 1996, la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, qui stipule qu'aucun déficit ne peut être encouru dans le futur, sauf en des circonstances exceptionnelles.
- Conformément à cette loi, le déficit zéro sera maintenu en 2001-2002, en 2002-2003 et les années suivantes.

Réduction de la dette

- Le redressement des finances publiques a permis de réduire la dette représentant les déficits cumulés.
- Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés par rapport au PIB aura diminué d'un cinquième en six ans;
  - passant de 43,6 % en 1997-1998 à 33,5 % en 2003-2004.

Dette représentant les déficits cumulés
(en pourcentage du PIB)



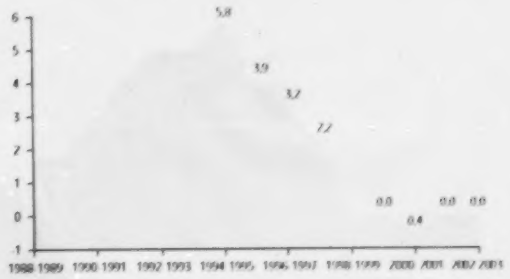
Source : Ministère des Finances du Québec

Une gestion rigoureuse des finances publiques

Élimination du déficit budgétaire

- Le gouvernement a appliqué, depuis le milieu des années quatre-vingt dix, une gestion rigoureuse des finances publiques :
  - le déficit budgétaire, qui se chiffrait à près de 6 milliards de dollars en 1994-1995 (3,4 % du PIB), a été éliminé en 1998-1999.
- Depuis, l'équilibre budgétaire a été maintenu. Des surplus ont même été enregistrés en 1998-1999 et 2000-2001.

Déficit budgétaire
(en milliards de dollars)



Source : Ministère des Finances du Québec

Loi sur l'équilibre budgétaire

- **Adoptée à l'unanimité par l'Assemblée nationale en 1996**
- **Le gouvernement doit maintenir le déficit zéro**

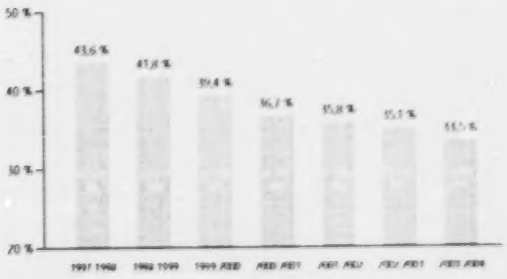
Loi sur l'équilibre budgétaire

- L'Assemblée nationale du Québec a adopté, à l'unanimité en 1996, la *Loi sur l'équilibre budgétaire*, qui stipule qu'aucun déficit ne peut être encouru dans le futur, sauf en des circonstances exceptionnelles.
- Conformément à cette loi, le déficit zéro sera maintenu en 2001-2002, en 2002-2003 et les années suivantes.

Réduction de la dette

- Le redressement des finances publiques a permis de réduire la dette représentant les déficits cumulés.
- Le ratio de la dette représentant les déficits cumulés par rapport au PIB aura diminué d'un cinquième en six ans;
  - passant de 43,6 % en 1997-1998 à 33,5 % en 2003-2004.

Dette représentant les déficits cumulés
(en pourcentage du PIB)

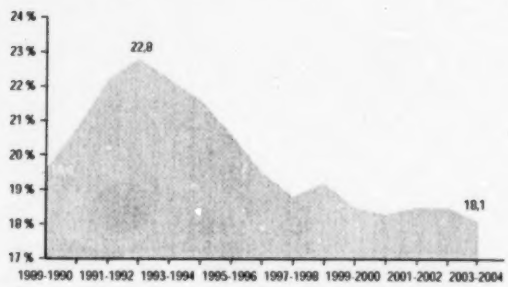


Source : Ministère des Finances du Québec

Gestion des dépenses

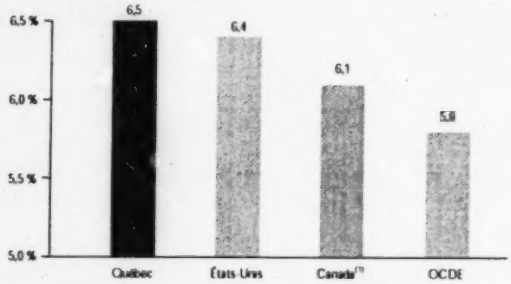
- Le Québec a réussi à éliminer le déficit budgétaire grâce à une gestion rigoureuse des dépenses :
  - le ratio des dépenses de programmes au PIB sera passé de 22,8 % en 1992-1993 à 18,1 % en 2003-2004;
  - le niveau le plus bas observé en 30 ans.

Dépenses de programmes[1]
(en pourcentage du PIB)



(1) Excluant en 1998-1999 des dépenses extraordinaires de 1 377 millions de dollars.
Source : Ministère des Finances du Québec

Dépenses en éducation
(en pourcentage du PIB)



(1) Les dépenses considérées pour le Canada excluent celles du Québec.
Source : Ministère de l'Éducation du Québec

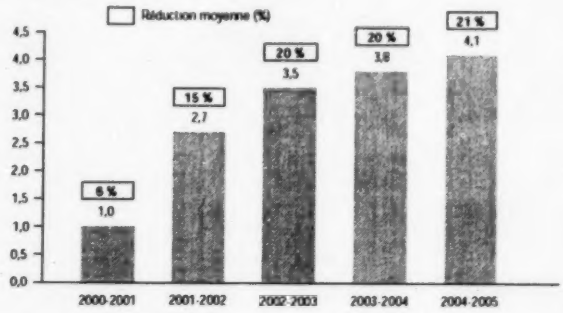
Des services à la population de qualité

- Malgré la gestion serrée des dépenses, les services à la population demeurent parmi les meilleurs au monde.
- Notamment, l'accès au système de santé demeure gratuit et universel.
- L'éducation demeure une priorité :
  - les dépenses publiques et privées en éducation sont plus élevées au Québec que dans le reste du Canada, qu'aux États-Unis et que dans les pays de l'OCDE.

Diminution de l'impôt des particuliers

- La réduction du fardeau fiscal des particuliers est une priorité pour le gouvernement :
  - au total, sur cinq ans, le gouvernement aura accordé des réductions d'impôt de 15 milliards de dollars;
  - l'impôt sur le revenu des particuliers aura donc diminué en moyenne d'un peu plus de 20 %.

Diminution de l'impôt des particuliers
(en milliards de dollars)

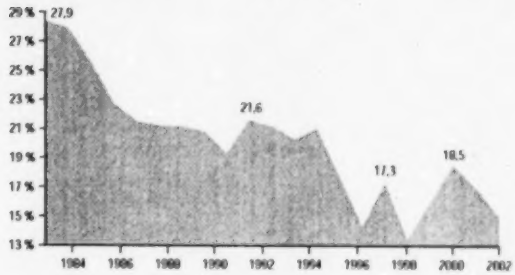


Source : Ministère des Finances du Québec

Réduction des transferts fédéraux

- Le Québec a réussi à redresser ses finances publiques malgré la réduction continue de la part des transferts fédéraux dans ses revenus budgétaires.

Transferts fédéraux
(en pourcentage des revenus budgétaires)



Source : Ministère des Finances du Québec

Plan d'accélération des investissements du secteur public
(en millions de dollars)

Investissements publics	
- Santé et services sociaux	500
- Logement	457
- Éducation	400
- Réseau routier	400
- Infrastructures municipales	350
- Recherche, science et technologie	100
- Autres	250
Sous-total : investissements publics	**2 457**
Investissements des sociétés d'État	**500**
Total	**2 957**
Projets approuvés	**1 880**

Sommaire des opérations financières consolidées
(en millions de dollars)

	2001-02	2002-03	2003-04
Revenus budgétaires			
Revenus autonomes	40 806	43 065	45 231
Transferts fédéraux	9 287	8 842	8 074
	50 093	51 907	53 305
Dépenses budgétaires			
Dépenses d'opérations	-43 671	-44 713	-45 699
Service de la dette	-7 372	-7 194	-7 606
	-51 043	-51 907	-53 305
Utilisation de la réserve budgétaire	950	—	—
Surplus budgétaire après réserve	0	0	0
Opérations non budgétaires	-655	-872	-705
Besoins financiers nets	-655	-872	-705

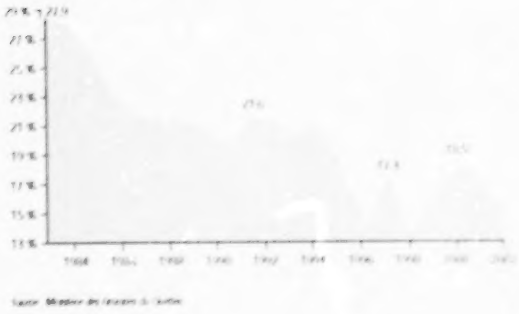
Mesures additionelles de soutien à l'économie et à l'emploi

- Le 1er novembre 2001, le gouvernement du Québec a présenté le Budget 2002-2003 cinq mois avant le calendrier habituel :
  - afin de faire le point sur l'économie et les finances publiques du Québec, dans le contexte économique découlant des attentats du 11 septembre aux États-Unis.
- Le gouvernement a mis en place un plan d'accélération des investissements du secteur public de près de 3 milliards de dollars.
- Une réduction de moitié de la taxe sur le capital d'ici 2007 (de 0,64 % à 0,30 %) a été annoncée ainsi que l'exemption complète de cette taxe pour 60 % des entreprises dès janvier 2003.
- Le 19 mars 2002, le gouvernement du Québec a présenté un Énoncé complémentaire au Budget 2002-2003.
- Des baisses d'impôt supplémentaires pour 780 000 ménages ont été annoncées.
- Le gouvernement a également annoncé son intention d'accélérer le développement du secteur des biotechnologies :
  - par un nouveau programme de prêts appelé Bio-Levier;
  - par l'introduction d'une aide fiscale pour des centres de développement des biotechnologies.

Réduction des transferts fédéraux

- Le Québec a réussi à redresser ses finances publiques malgré la réduction continue de la part des transferts fédéraux dans ses revenus budgétaires.

Transferts fédéraux
(en pourcentage des revenus budgétaires)



Source : Ministère des Finances du Québec

Plan d'accélération des investissements du secteur public
(en millions de dollars)

Investissements publics	
- Santé et services sociaux	500
- Logement	457
- Éducation	400
- Réseau routier	400
- Infrastructures municipales	350
- Recherche, science et technologie	100
- Autres	250
Sous-total : investissements publics	**2 457**
Investissements des sociétés d'État	**500**
Total	**2 957**
Projets approuvés	**1 880**

Sommaire des opérations financières consolidées
(en millions de dollars)

	2001-02	2002-03	2003-04
Revenus budgétaires			
Revenus autonomes	40 806	43 065	45 231
Transferts fédéraux	9 287	8 842	8 074
	50 093	**51 907**	**53 305**
Dépenses budgétaires			
Dépenses d'opérations	-43 671	-44 713	-45 699
Service de la dette	-7 372	-7 194	-7 606
	-51 043	**-51 907**	**-53 305**
Utilisation de la réserve budgétaire	**950**	**—**	**—**
Surplus budgétaire après réserve	**0**	**0**	**0**
Opérations non budgétaires	-655	-872	-705
Besoins financiers nets	**-655**	**-872**	**-705**

Mesures additionnelles de soutien à l'économie et à l'emploi

- Le 1er novembre 2001, le gouvernement du Québec a présenté le Budget 2002-2003 cinq mois avant le calendrier habituel :
  - afin de faire le point sur l'économie et les finances publiques du Québec, dans le contexte économique découlant des attentats du 11 septembre aux États-Unis.
- Le gouvernement a mis en place un plan d'accélération des investissements du secteur public de près de 3 milliards de dollars.
- Une réduction de moitié de la taxe sur le capital d'ici 2007 (de 0,64 % à 0,30 %) a été annoncée ainsi que l'exemption complète de cette taxe pour 60 % des entreprises dès janvier 2003.
- Le 19 mars 2002, le gouvernement du Québec a présenté un Énoncé complémentaire au Budget 2002-2003.
- Des baisses d'impôt supplémentaires pour 780 000 ménages ont été annoncées.
- Le gouvernement a également annoncé son intention d'accélérer le développement du secteur des biotechnologies :
  - par un nouveau programme de prêts appelé Bio-Levier;
  - par l'introduction d'une aide fiscale pour des centres de développement des biotechnologies.

Les programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement

- En 2002-2003, le programme de financement est estimé à près de 6,0 milliards de dollars.
- Le programme de base du Fonds consolidé du revenu est estimé à 1,2 milliard de dollars. Ce programme vise à :
  - financer les immobilisations des ministères;
  - effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance.
- En fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés financiers, le programme optionnel (2,8 milliards de dollars en 2002-2003) permet de réduire les coûts du service de la dette en :
  - contribuant à un fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
  - réalisant par anticipation des financements avantageux.
- Finalement, le Fonds de financement, qui accorde des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État, devrait réaliser des emprunts de 2 milliards de dollars en 2002-2003.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2001-2002[1]	2002-2003
Fonds consolidé du revenu		
Programme de base		
– Besoins (surplus) financiers nets[2]	—	-500
– Remboursements d'emprunts	4 854	2 911
– Variation de l'encaisse	-1 477	-1 178
	3 377	1 233
Programme optionnel		
– Fonds d'amortissement des régimes de retraite	3 148	2 765
– Financement réalisé par anticipation	1 178	—
	4 326	2 765
	7 703	3 998
Fonds de financement[3]	1 510	2 000
Total	9 213	5 998

(1) Résultats préliminaires.
(2) Excluant les besoins financiers nets des organismes consolidés.
(3) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement-Québec
(en millions de dollars)

	2001-2002[1]	2002-2003
Programme de financement	1 400	2 200

(1) Résultats préliminaires.

Émissions de Financement-Québec

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Devise	Encours au 7 mars 2002 (en millions de dollars)
variable	2003	2000/08	$ CAN	130,0
6,25	2003	2000/07	$ CAN	749,8
6,30	2006	2000/08	$ CAN	998,2
5,75	2008	2001/04	$ CAN	105,5
FRN	2008	2001/12	EURO	350,0
6,25	2015	2000/09	$ CAN	309,4

Financement-Québec

- Cette société d'État, créée en 1999, emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation, qui ne font pas partie du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes étaient autrefois desservis par le Fonds de financement.
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont estimés à 2,2 milliards de dollars en 2002-2003.
- La stratégie de Financement-Québec vise à :
  - émettre des souches liquides au Canada :
    - en réouvrant les souches d'obligations existantes;
  - diversifier les sources de fonds avec des émissions régulières sur les marchés des capitaux internationaux.
- Jusqu'à maintenant, Financement-Québec a émis cinq souches d'obligations en dollars canadiens et une souche en euros.

Les programmes de financement

Gouvernement et Fonds de financement

- En 2002-2003, le programme de financement est estimé à près de 6,0 milliards de dollars.
- Le programme de base du Fonds consolidé du revenu est estimé à 1,2 milliard de dollars. Ce programme vise à :
  - financer les immobilisations des ministères;
  - effectuer les remboursements d'emprunts venant à échéance.
- En fonction des opportunités qui se présentent sur les marchés financiers, le programme optionnel (2,8 milliards de dollars en 2002-2003) permet de réduire les coûts du service de la dette en :
  - contribuant à un fonds d'amortissement qui pourra servir éventuellement à payer les prestations de retraite des employés du secteur public;
  - réalisant par anticipation des financements avantageux.
- Finalement, le Fonds de financement, qui accorde des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État, devrait réaliser des emprunts de 2 milliards de dollars en 2002-2003.

Gouvernement et Fonds de financement
Programme de financement
(en millions de dollars)

	2001-2002[1]	2002-2003
Fonds consolidé du revenu		
Programme de base		
– Besoins (surplus) financiers nets[2]	—	-500
– Remboursements d'emprunts	4 854	2 911
– Variation de l'encaisse	-1 477	-1 178
	3 377	1 233
Programme optionnel		
– Fonds d'amortissement des régimes de retraite	3 148	2 765
– Financement réalisé par anticipation	1 178	—
	4 326	2 765
	7 703	3 998
Fonds de financement[3]	1 510	2 000
Total	9 213	5 998

(1) Résultats préliminaires.
(2) Excluant les besoins financiers nets des organismes consolidés.
(3) Le Fonds de financement effectue des prêts à certains organismes consolidés et sociétés d'État.

Financement Québec
(en millions de dollars)

	2001-2002[1]	2002-2003
Programme de financement	1 400	2 200

(1) Résultats préliminaires.

Émissions de Financement Québec

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Devise	Encours au 7 mars 2002 (en millions de dollars)
variable	2003	2000/08	$ CAN	130,0
6,25	2003	2000/07	$ CAN	740,8
6,30	2006	2000/08	$ CAN	998,2
5,75	2008	2001/04	$ CAN	105,5
FRN	2008	2001/12	EURO	350,0
6,25	2015	2000/09	$ CAN	300,4

Financement-Québec

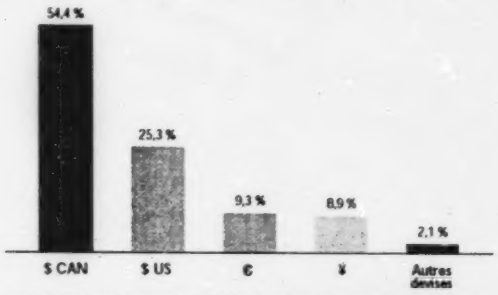
- Cette société d'État, créée en 1999, emprunte sur les marchés publics et privés :
  - en son propre nom;
  - avec la garantie du gouvernement;
  - pour prêter aux établissements des réseaux de la santé et de l'éducation, qui ne font pas partie du périmètre comptable du gouvernement. Ces organismes étaient autrefois desservis par le Fonds de financement.
- Les besoins d'emprunts de Financement-Québec sont estimés à 2,2 milliards de dollars en 2002-2003.
- La stratégie de Financement-Québec vise à :
  - émettre des souches liquides au Canada :
    - en réouvrant les souches d'obligations existantes;
  - diversifier les sources de fonds avec des émissions régulières sur les marchés des capitaux internationaux.
- Jusqu'à maintenant, Financement-Québec a émis cinq souches d'obligations en dollars canadiens et une souche en euros.

Stratégie de financement axée sur la diversification

Les marchés

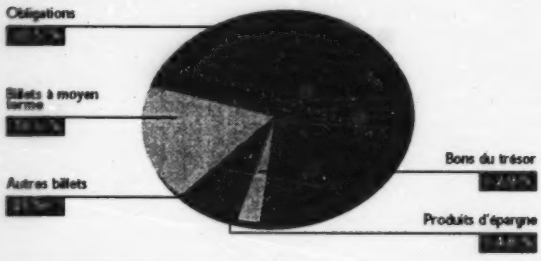
- Les opérations de financement sont effectuées sur plusieurs marchés :
  - Canada;
  - États-Unis;
  - Europe;
  - Asie;
  - Australie.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2002 (avant prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé de revenu et dette encourue pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Dette directe[1] par type d'instrument au 31 mars 2002[2]
(en pourcentage)



(1) Dette du Fonds consolidé de revenu empruntée sur les marchés financiers.
(2) Prévisions.

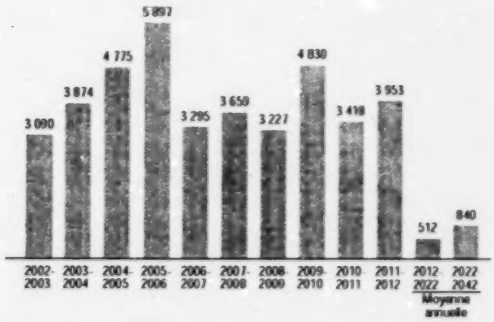
Les instruments

- De long terme :
  - obligations négociables;
  - billets à moyen terme;
  - emprunts privés;
  - produits d'épargne vendus au détail.
- De court terme :
  - bons du trésor;
  - billets de trésorerie.
- Marges de crédit :
  - syndicataire (montant disponible de 3 500 millions de dollars US);
  - bancaires (montant disponible de 1 165 millions de dollars).

Les échéances

- Les échéances sont reparties dans le temps :
  - afin d'éviter les refinancements massifs.

Échéancier de la dette directe[1] à long terme au 31 mars 2002[2]
(en millions de dollars)



(1) Dette du Fonds consolidé de revenu empruntée sur les marchés financiers.
(2) Prévisions.

Stratégie : liquidité

- La liquidité des titres du Québec est une priorité.
- À cette fin, la stratégie mise en oeuvre est la suivante :
  - présence régulière sur les principaux marchés :
    - avec des émissions de grande taille; et
    - la réouverture d'émissions déjà existantes.
  - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
  - satisfaction des besoins des investisseurs;
  - promotion des titres du Québec :
    - documents de promotion;
    - visites auprès des investisseurs;
    - implication des banques et firmes de courtage.

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise locale)
$ US Mondial	5,50	2006	1 000
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
Euro	5,125	2007	150[1]
	5,125	2009	639
	5,625	2011	1 500
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
	1,60	2013	50 000
$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

(1) Destiné au marché de détail

Relations de long terme avec les marchés étrangers

- Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
  - premier emprunt à l'étranger : Londres, 1874;
  - premier gouvernement étranger à emprunter à Wall Street en 1879;
  - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
  - premier emprunt en euros dès 1999;
  - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 7 mars 2002 (en millions de dollars)
7,5	2003	1993/09	11	2 345
6,5	2005	2000/02	7	2 061
6,5	2007	1997/02	18	2 942
5,5	2009	1999/01	18	2 498
6,25	2010	2000/08	14	2 451
9,375	2023	1993/03	9	2 202
6,0	2029	1998/05	14	2 617
6,25	2032	2000/06	9	2 938

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Livre sterling	1874
Dollar US	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Yen (Samouraï)	1972
Franc suisse	1972
Peseta espagnole (Matador)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Dollar australien (Kangourou)	2001

La gestion de la dette vise à minimiser les coûts et le risque

- Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
  - les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible;
  - l'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de la dette désirées :
    - par devise;
    - à taux fixes et à taux variables.
- Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette.
- Au 31 mars 2002, 80 % de la dette gérée par le gouvernement est en dollars canadiens, 7 % en dollars américains et 13 % en yens.
- 71,5 % de la dette est à taux fixes et 28,5 % à taux variables.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

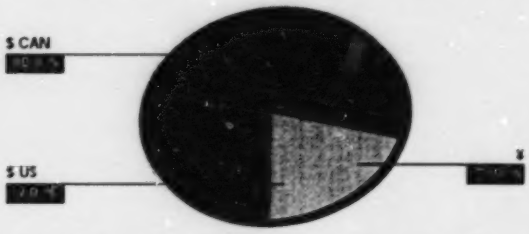
Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada	États-Unis
- 3 mois (BAX)	- 3 mois LIBOR
- 10 ans (CGB)	- Options sur 3 mois LIBOR
	- 2, 5, 10 et 30 ans

Produits hors bourse

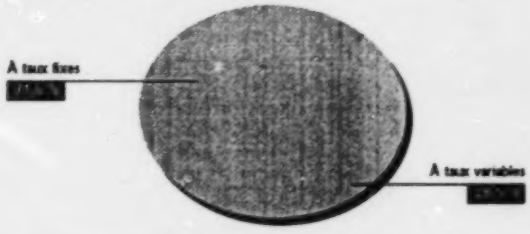
Contrats d'échange	Options
- Taux d'intérêt	- Acceptations bancaires au Canada
- Taux d'intérêt et devises	- Contrats d'échange de taux d'intérêt
Contrats à terme	- Devises
- Acceptations bancaires au Canada	
- Devises	

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2002 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette nette pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] au 31 mars 2002 à taux fixes et à taux variables[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette nette pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Prévisions.

Stratégie : liquidité

- La liquidité des titres du Québec est une priorité.
- À cette fin, la stratégie mise en oeuvre est la suivante :
  - présence régulière sur les principaux marchés :
    - avec des émissions de grande taille; et
    - la réouverture d'émissions déjà existantes.
  - relations de long terme avec les partenaires financiers du Québec;
  - satisfaction des besoins des investisseurs;
  - promotion des titres du Québec :
    - documents de promotion;
    - visites auprès des investisseurs;
    - implication des banques et firmes de courtage.

Relations de long terme avec les marchés étrangers

- Le recours aux marchés étrangers est nécessaire afin de satisfaire les besoins d'emprunts du gouvernement.
- Le Québec est présent depuis longtemps sur les principaux marchés :
  - premier emprunt à l'étranger : Londres, 1874;
  - premier gouvernement étranger à emprunter à Wall Street en 1879;
  - second gouvernement étranger après l'Australie à emprunter sur le marché japonais en 1972;
  - premier emprunt en euros dès 1999;
  - en 2001, premier gouvernement canadien à emprunter sur le marché australien.

Quelques émissions sur les marchés étrangers

Marché	Coupon %	Échéance	Montant émis (en millions d'unités de la devise locale)
$ US Mondial	5,50	2006	1 000
	6,125	2011	1 000
	7,5	2029	1 500
Euro	5,125	2007	150[1]
	5,125	2009	639
	5,625	2011	1 500
Franc suisse	3,5	2008	500
Yen	3,0	2009	100 000
	1,60	2013	50 000
$ Australien	5,75	2006	280
	Variable	2006	120

(1) Dette du marché de détail

Réouvertures d'émissions au Canada

Coupon %	Échéance	Date d'émission initiale	Nombre de réouvertures depuis l'émission initiale	Encours au 7 mars 2002 (en millions de dollars)
7,5	2003	1993/09	11	2 345
6,5	2005	2000/02	7	2 061
6,5	2007	1997/02	18	2 942
5,5	2009	1999/01	18	2 498
6,25	2010	2000/08	14	2 451
9,375	2023	1993/03	9	2 202
6,0	2029	1998/05	14	2 617
6,25	2032	2000/06	9	2 938

Premières émissions du Québec sur les marchés étrangers

Livre sterling	1874
Dollar US	1879
Mark allemand	1968
Franc français	1972
Yen (Samouraï)	1972
Franc suisse	1972
Peseta espagnole (Matador)	1997
Couronne suédoise	1998
Euro	1999
Dollar australien (Kangourou)	2001

La gestion de la dette vise à minimiser les coûts et le risque

- Les décisions de financement sont prises indépendamment de celles reliées à la gestion de la dette :
  - les emprunts sont effectués là où les fonds sont disponibles, au plus bas coût possible;
  - l'utilisation des contrats d'échange de taux d'intérêt et de devises et des contrats à terme permet d'atteindre les proportions de la dette désirées :
    - par devise;
    - à taux fixes et à taux variables.
- Utilisation d'instruments financiers permettant de minimiser les fluctuations du service de la dette.
- Au 31 mars 2002, 80 % de la dette gérée par le gouvernement est en dollars canadiens, 7 % en dollars américains et 13 % en yens.
- 71,5 % de la dette est à taux fixes et 28,5 % à taux variables.

Politique de crédit à l'égard des contrepartistes

- Le gouvernement du Québec s'est doté d'une politique de crédit à l'égard des contrepartistes comprenant :
  - l'établissement de limites de crédit explicites pour chaque contrepartiste;
  - l'évaluation continue de la valeur au marché des transactions;
  - si la limite de crédit est atteinte, un mécanisme d'ajustement est déclenché afin de respecter les limites établies.

Instruments financiers utilisés pour la gestion de la dette et du service de la dette

Contrats à terme boursiers sur taux d'intérêt

Canada
- 3 mois (BAX)
- 10 ans (CGB)

États-Unis
- 3 mois LIBOR
- Options sur 3 mois LIBOR
- 2, 5, 10 et 30 ans

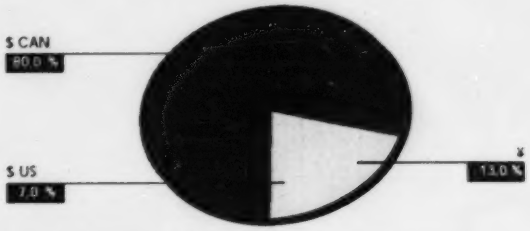
Produits hors bourse

Contrats d'échange
- Taux d'intérêt
- Taux d'intérêt et devises

Contrats à terme
- Acceptations bancaires au Canada
- Devises

Options
- Acceptations bancaires au Canada
- Contrats d'échange de taux d'intérêt
- Devises

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] par devise au 31 mars 2002 (après prise en compte des contrats d'échange et contrats à terme sur devises)[2]



(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Provisoire.

Structure de la dette gérée par le gouvernement[1] au 31 mars 2002 à taux fixes et à taux variables[2]

(1) Dette du Fonds consolidé du revenu et dette émise pour effectuer des avances au Fonds de financement.
(2) Provisoire.

Une qualité de crédit élevée

- Moody's a augmenté la cote de crédit du Québec en août 2001 :
  - « Cette révision reflète l'amélioration significative de la performance financière du Québec et la tendance à la baisse du fardeau de la dette. »
    rapport de Moody's, août 2001
- Standard and Poor's reconnaît la gestion rigoureuse des finances publiques réalisée par le Québec :
  - « Les cotes reflètent [...] la détermination du gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire à moyen terme, en accord avec la loi anti-déficit. »
    rapport de Standard & Poor's, mars 2000

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A1	stable
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	—

Reconnaissance de la qualité de crédit du Québec par les marchés financiers

- « Le Québec joue un rôle important sur le marché international en raison de son économie, de sa culture et de sa société. »
  JP Morgan, Avril 2001
- « Les efforts visant à améliorer la compétitivité au moyen de baisses d'impôt et à construire une infrastructure high tech sont d'excellents développements en matière fiscale. »
  Société Générale, Mai 2001
- « Une croissance rigoureuse et une saine gestion des finances publiques au cours des dernières années ont amélioré le profil financier du Québec et amélioré considérablement sa flexibilité financière. »
  Bayerische Landesbank, Novembre 2001
- Le magazine financier Euroweek a décerné récemment au Québec deux prix dans la catégorie "sub-sovereign borrowers", une des catégories d'emprunteurs gouvernementaux, pour deux transactions de financement effectuées en 2001 :
  - le Québec a reçu le premier prix pour son émission mondiale d'obligations de 1,5 milliard d'euros effectuée en juin 2001;
  - le Québec a également obtenu le troisième prix dans la même catégorie pour son émission mondiale de un milliard de dollars américains réalisée en janvier 2001.

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1,5 milliard d'euros de juin 2001

Transaction de l'année 2001

Catégorie "sub-sovereign borrowers"
EuroWeek

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1 milliard de dollars américains de janvier 2001

3e prix 2001

Catégorie "sub-sovereign borrowers"
EuroWeek

Une qualité de crédit élevée

- Moody's a augmenté la cote de crédit du Québec en août 2001 :
  - « Cette révision reflète l'amélioration significative de la performance financière du Québec et la tendance à la baisse du fardeau de la dette. »
    rapport de Moody's, août 2001
- Standard and Poor's reconnaît la gestion rigoureuse des finances publiques réalisée par le Québec :
  - « Les cotes reflètent [...] la détermination du gouvernement à maintenir l'équilibre budgétaire à moyen terme, en accord avec la loi anti-déficit. »
    rapport de Standard & Poor's, mars 2000

Les cotes de crédit

Agence	Cote	Perspective
Standard & Poor's	A+	stable
Moody's	A1	stable
Dominion Bond Rating Service	A	stable
Japan Credit Rating Agency	AA	—

Reconnaissance de la qualité de crédit du Québec par les marchés financiers

- « Le Québec joue un rôle important sur le marché international en raison de son économie, de sa culture et de sa société. »
  JP Morgan, Avril 2001
- « Les efforts visant à améliorer la compétitivité au moyen de baisses d'impôt et à construire une infrastructure high tech sont d'excellents développements en matière fiscale. »
  Société Générale, Mai 2001
- « Une croissance rigoureuse et une saine gestion des finances publiques au cours des dernières années ont amélioré le profil financier du Québec et amélioré considérablement sa flexibilité financière. »
  Bayerische Landesbank, Novembre 2001
- Le magazine financier Euroweek a décerné récemment au Québec deux prix dans la catégorie "sub-sovereign borrowers", une des catégories d'emprunteurs gouvernementaux, pour deux transactions de financement effectuées en 2001 :
  - le Québec a reçu le premier prix pour son émission mondiale d'obligations de 1,5 milliard d'euros effectuée en juin 2001;
  - le Québec a également obtenu le troisième prix dans la même catégorie pour son émission mondiale de un milliard de dollars américains réalisée en janvier 2001.

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1,5 milliard d'euros de juin 2001

Catégorie "sub-sovereign borrowers"
EuroWeek

Prix reçu par le Québec pour son émission de 1 milliard de dollars américains de janvier 2001

Catégorie "sub-sovereign. borrowers"
EuroWeek

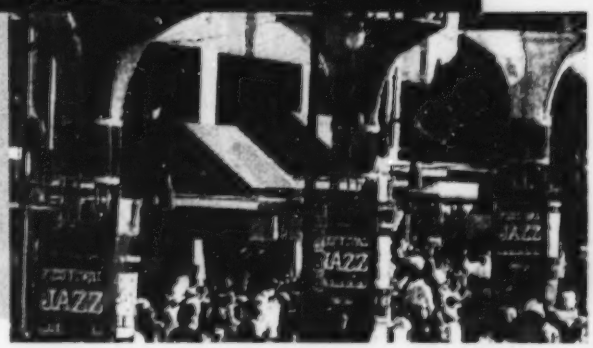
Un environnement et une culture propices à l'ouverture et à l'innovation

- Le Québec est une société ouverte et innovatrice où se côtoient progrès et traditions, technologie et nature.

Un endroit aux multiples attraits

- De grands événements d'envergure internationale ont lieu chaque année au Québec, par exemple :
  - le Festival International de Jazz de Montréal qui attire des musiciens de tous les pays;
  - le Carnaval de Québec rendu célèbre par son Bonhomme et les sculptures sur neige.
- Ces événements ne sont que quelques uns des attraits du Québec que les touristes étrangers veulent découvrir. À preuve :
  - le nombre de voyageurs provenant de pays étrangers a augmenté annuellement de 4,6 % de 1998 à 2000;
    - en 2000, 5,5 millions de touristes étrangers ont visité le Québec.

Festival International de Jazz de Montréal



Hôtel de glace de Québec

Cirque Éos

Une culture à l'échelle mondiale

- La culture québécoise est de plus en plus reconnue partout à travers le monde et ce, dans les domaines aussi variés que la musique, la littérature, la peinture, la télévision, le théâtre, le design, la création architecturale et le cirque.
- Quelques exemples :
  - Céline Dion;
  - l'Orchestre symphonique de Montréal;
  - des cirques de réputation internationale, comme le Cirque du Soleil, le Cirque Éloize et le Cirque Éos;
  - la série télévisée *Un gars, une fille*, adaptée dans une vingtaine de pays;
  - les peintures et sculptures des Paul-Émile Borduas, Jean-Paul Riopelle, Armand Vaillancourt;
  - les pièces de théâtre de Robert Lepage;
  - des spectacles allant de la danse, comme ceux de la troupe La La La Human Steps, à l'humour du Festival Juste pour rire;
  - les créations de mode de Jean-Claude Poitras, de Marie Saint-Pierre, de Philippe Dubuc et d'autres.

The Evening Post.

ESTABLISHED 1801 — PUBLISHED DAILY BY WILLIAM C. BRYANT & CO. 208 BROADWAY CORNER FULTON STREET — VOLUME 78

PRICE THREE CENTS. — NEW YORK, SATURDAY, MARCH 8, 1879 — NINE DOLLARS A YEAR.

DOMINION OF CANADA.

Province of Quebec Government Loan.

Issue of $3,000,000 5 per cent Bonds
IN
Denominations of $1 000 and $500.

PRINCIPAL DUE IN 1908. INTEREST HALF YEARLY on May 1st and November 1st. AND BOTH PRINCIPAL AND INTEREST PAYABLE IN AMERICAN GOLD COIN at the Agency of the Bank of Montreal IN NEW YORK or at the option of the holder, in Pound Sterling, at the office of the same Bank in London. Issued under authority of the Act 41, Vic. Cap. 1, of the Legislature of the Province of Quebec, entitled " An Act respecting the Consolidated Railway Fund of this Province. "

The Funded Debt of the Province of Quebec, exclusive of the present loan, is £1,610,200, less the amount of Sinking Fund paid thereon.

The Annual Revenue of the Province, according to the last published account, was about $2,500,000 of which about $1,000,000 is a fixed income from the Dominion Government, and all the property of the Province (which includes the Cities of Montreal and Quebec) and of its inhabitants, numbering about 1,250,000, is taxable for the payment of its loans.

A CUMULATIVE SINKING FUND OF ONE PER CENT is required by law to be annually invested for the redemption of these Bonds.

The undersigned, under authority from the Treasurer of the Province of Quebec, will receive subscriptions AT PAR AND ACCRUED INTEREST, for the above loan, UNTIL MARCH 20th NEXT, the right being however distinctly reserved TO CLOSE THE SUBSCRIPTION PRIOR TO THAT DATE. Copies of the Act under which the Loan is issued, together with the opinion of eminent counsel, and a statement respecting the finances of the Province, may be had upon application at the offices of the undersigned, who will also take steps to have these bonds placed upon the list of the New York Stock Exchange.

O.F. SMITHERS } Agents of the Bank of
W. WATSON } Montreal, 59 Wall st.
KUHN, LOEB & CO, 31 Nassau street.

"That American investors appreciate a good thing whether it is domestic or foreign, and that there is great confidence here in the good faith of the English government and its promises respecting public indebtedness, are shown by the quick sale in this market of the loan of the government of the Province of Quebec. This loan, which is for $3,000,000, was brought out here on Tuesday morning, and at the opening of business to-day $2,300,000 of the bonds had been taken. A good part of the bonds were taken by New England buyers, and there were orders of importance from Philadelphia and some from Baltimore, all the buyers, so far as we could learn, belonging to the careful class that usually invest in government securities. Whatever part of the loan remains unsold at the close of business to-day will be held for future sale by the bankers who were the original takers. **It should go on the record that the first foreign loan ever offered in New York was successful beyond expectation".**

Extrait d'un journal de New York, concernant la première émission publique du Québec sur les marchés étrangers